

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19598 - 76ÈME ANNÉE

Un fonctionnement basé sur la transparence et la concertation

Conflore : l'agriculteur au centre de la filière



Henrio Abriel examine quelques pieds de conflore.

Dans la zone artisanale de Petite Île, une unité de transformation de conflore est au centre d'une organisation où la place centrale est occupée par l'agriculteur. C'est un modèle en rupture avec le système des sociétés coopératives, et il met à l'honneur le conflore, une matière première réunionnaise.

Cela fait maintenant plus de 12 ans qu'Henrio Abriel a eu l'idée d'utiliser le conflore afin qu'il puisse servir à autre chose qu'à faire des gateaux, ou comme nourriture pour les cochons. Avec d'autres associés, il a rassemblé la semence, créé une pépinière de conflore à la Plaine des Palmistes en 2013, puis trouvé un local à la

Petite Île en 2016 pour installer la machine pour extraire la poudre. Cette machine brevetée est capable de travailler pendant toute une nuit en dépensant moins de 2 euros d'électricité.

A l'origine, le projet a bénéficié de l'incubateur de la Techopôle. Il a fait l'objet d'une thèse soutenue par un ingénieur recruté par l'entreprise.

En 2018 sont sortis les premiers échantillons destinés à faire connaître la poudre de conflore autrement que comme ingrédient pour la pâtisserie familiale, ou que comme aliment pour animaux. Depuis, la production est écoulee dans quelques points de vente dans le Sud principalement. Entre 200 et 300 tonnes de poudre de conflore peuvent être produites par an.

Sous la marque Dabrita sont vendus des sachets de fécule de conflore pour la ménagère en bio et conventionnel. Le conflore sert également à la réalisation de biscuits. Utilisé en cuisine, le fécule de conflore permet d'améliorer la qualité gustative des aliments, notamment viandes et poissons. Par ailleurs, le conflore ne contient pas de gluten. Enfin, le conflore est utilisé pour la réalisation d'un gel pour se laver les mains.

Mais au bout de 12 ans, faute d'aides publiques, cette filière repose uniquement sur l'engagement des producteurs et d'un industriel réunionnais.

Association syndicale libre

Derrière ces produits, une organisation originale : une association syndicale libre (ASL). L'ASL Conflore péi est présidée par Calvert Leichning. Son fonctionnement diffère grandement du

modèle des sociétés coopératives qui dominent l'agro-alimentaire à La Réunion.

L'ASL comprend une trentaine de producteurs et fonctionne comme un groupement de propriétaires. Il est régulièrement demandé aux adhérents de compléter un formulaire dans lequel ils font part de leurs propositions pour améliorer la production. Toutes les propositions sont collectées et mise en forme par l'administration de l'ASL. Elles sont fusionnées dans un seul document qui est ensuite transmis à tous les adhérents. Chacun est donc au courant des propositions des autres. Les agriculteurs cochent ensuite la ou les propositions qu'il juge les plus intéressantes et renvoie le document. Une assemblée générale de l'ASL est ensuite convoquée pour confirmer les votes. C'est là que les décisions se prennent collectivement et dans la transparence. L'ASL regroupe donc les demandes et les ressources.

Afin de donner une visibilité aux adhérents, un prix plancher d'achat du conflore par l'industriel est défini.

Henrio Abriel explique qu'au début du projet, le prix de la tonne de conflore était de 40 euros. Il a été réévalué à 60 puis à 100 et maintenant à 300 euros. L'objectif est de garantir au producteur un revenu décent, même si cela oblige à augmenter le prix de vente final. Mais le consommateur a l'assurance que l'argent qu'il dépense

reste à La Réunion et va à des producteurs réunionnais qui sont payés décemment. Une démarche qui s'inscrit dans le commerce équitable.

Pour tous les adhérents, la vente du conflore apporte un complément de revenu appréciable, car ils sont canniers, éleveurs ou maraîcher principalement. Ils se situent dans différentes régions de l'île, même à Mafate.

Une autre vision de l'agriculture

En valorisant une plante réunionnaise, en produisant à partir d'une machine conçue à La Réunion et en adoptant un mode de fonctionnement transparent et démocratique, la filière conflore propose une autre vision de l'agriculture. C'est un modèle où l'agriculteur est au centre de tout, en particulier des décisions qui engagent le devenir de son entreprise. Un modèle qui montre que, malgré de nombreux obstacles, des Réunionnais sont capables de s'organiser pour créer de l'activité, des emplois et donc des richesses. Au moment où l'État demande au monde agricole de revoir son modèle, une telle initiative montre qu'il est possible de se libérer d'un système à bout de souffle.

M.M.

In kozman pou la rout

« I vo myé fé anvî ké pityé »

Médam zé Métyé, la sosyété, koz èk moin sé koz èk in kouyon, mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo vré mason. Mézami, mi pans zot i koné kozman-la : dabor pars bann léktèr Témoignages i koné in bonpé d'zafèr, épi pars provèrb, moin la mark an-o la, lé bien konu . Mé si mi di sa, sé pars néna in n'afèr mi yèm pa sé fé pityé, pars sa sé in kiltir familyal. In zistoir pétète si zot i vé : dann tan bann prête téi modi bann kominis, épi mèm bann zanfan bann kominis, moin néna in frèr lo prêt la mète déor lo ban katéshis é son kèr té gro. Mon gran-mèr Berthe lété parti rode ali épi la di : « Plèr pa mon n'anfan, zènmi out papa sar tro kontan. » I paré mon frèr la marsh droit konm in moun fyèr. I vo myé fèr anvî ké pityé zot i pans pa ? Zour-la moin lé sir mon frèr la fé anvî é pa pityé. Mi kite azot rofléhi la dsi éni artrouv pli d'van. Sipétadyé.

Edito

Après le vote d'un budget municipal en déséquilibre, l'État peut-il être accusé d'empêcher la réalisation des promesses électorales ?

Le temps des élections est bien terminé, c'est ce que rappellent les votes des différents budgets dans les communes et intercommunalité.

A Saint-Benoît, le nouveau maire a choisi de faire adopter un budget en déséquilibre. Selon le Code général des collectivités territoriales, cette éventualité est traitée dans l'article L-1612-5 qui stipule ceci :

« Lorsque le budget d'une collectivité territoriale n'est pas voté en équilibre réel, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat dans un délai de trente jours à compter de la transmission prévue aux articles L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1, le constate et propose à la collectivité territoriale, dans un délai de trente jours à compter de la saisine, les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande à l'organe délibérant une nouvelle délibération.

La nouvelle délibération, rectifiant le budget initial, doit intervenir dans un délai d'un mois à partir de la communication des propositions de la chambre régionale des comptes.

Si l'organe délibérant ne s'est pas prononcé dans le délai prescrit, ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par la chambre régionale des comptes, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze jours à partir de la transmission de la nouvelle délibération, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département. Si celui-ci s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite. »

En conséquence, la Chambre régionale des

comptes va proposer des mesures nécessaires à l'équilibre du budget. Si dans le mois suivant les recommandations des magistrats, le maire n'a pas fait voter un budget accepté par la Chambre régionale des comptes, alors l'État prend la main et c'est le préfet qui règle le budget.

A Saint-Benoît comme dans d'autres communes, le nouveau maire a fait de nombreuses promesses électorales : cantine gratuite, transport gratuit pour les écoliers et les demandeurs d'emploi, aide d'urgence entre 1000 et 5000 euros pour un rendez-vous médical en France... tout cela sans augmentation des impôts. Avec le vote d'un budget en déséquilibre, le maire a donc décidé de se placer le budget de la commune sous la direction de la Chambre régionale des comptes. Nul doute que les magistrats ne laisseront pas passer la création de nouvelles dépenses sans compensation.

C'est à se demander si le candidat maire croyait vraiment à ses promesses car en tant que conseiller municipal de la majorité puis de l'opposition, il était parfaitement au courant de la situation financière de la commune qu'il qualifie aujourd'hui d'héritage. En effet, avec le regard de la Chambre régionale des comptes sur les dépenses et les recettes de la commune, la marge de manœuvre est considérablement réduite. Souhaitons que le but n'est pas de trouver un prétexte pour faire croire que c'est l'État qui empêche de réaliser les promesses alors que la réalité est toute autre.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

In zistoir pou rakont dsi galé - sinkyèm morso

Lo Ronar doré-in zistoir tiré dann bann kont Perrault

Mèrkrodi dèrnyé moin la di azot konmsa, pou nou. Ronar la di, li pé, a inn troizyèm garson, sak la gingn an éritaz in pyé sriz kotlé, la kass in bon poigné pou li la done sa Ronar é sète-la la trouv sa si tèlman bon ké li la parti amenn sa an kado pou lo ségnèr. Kan lo ségnèr la domann ali kisa la kado ali in mèrvèye konmsa, li la réponn : « Sé mon mètr, lo marki dé Karaba la donn sa pou ou, pars li néna in gayar pyé sriz dann son bann bitasyon. Lo ségnèr la done in pti paké pyès lor pou lo marki, aprésa li la domann Ronar, kosa li vé pou li mèm.

L'avé inn foi, pou inn bone foi, métyé lo foi, la manz son foi èk in grinn sèl.

Ronar la di konmsa : « Monségnèr, mi yèmré in ké an or, pène avèk vré poud an or ». Lo ségnèr la di : « Ronar vik ou l'ammenn bon-bon sriz pou moin, rant aou dann shato, néna in tintiryé va pène out ké. » É sé konmsa lo zaimo madré la gingn sak li voulé, in ké doré. Aprésa, kontann li, li la kol shomin li la parti. An promyé li la parti amenn bann pyès l'or pou lo troizyèm garson é sète-la lété kontan vèye pa koman. Apré li la parti kour-kour in pé dan la natir.

Kan bann pèrdri la vi in ronar la ké pène an l'or, zot la suiv ali a distans. Ronar la romark l'afèr, é momandoné, li la domann bann pèrdri kosa zot téi vé, pou kosa i suiv ali konmsa. In Pèrdri la réponn : « Fash pa mésire Ronar, mé konm ou néna in zoli ké doré, moin épi mon bann sèr, ni domann si ou i pouré pa fé la mèm shoz

pou nou. Ronar la di, li pé, a inn kondisyon, sé ké zot i vien avèk li dann shato é la-ba néna in tintiryé va okip de zot bien konm k'i fo. »

Kriké ! Kraké ! Kriké Métyé ! Kraké Madam !

Bann pèrdri la rant dann shato é bann kizinyé la souk azot pou fé kui. Sé konmsa ké kan l'ariv onzèr lo ségnèr la gingn in bon sirpriz, : pèrdri roti pou manzé. Li la dmann kisa l'amenn sa é banna la fé rant Ronar dan la grann sal lo ségnèr apou manzé. Lo Ségnèr la di : « Ronar kisa la anvoye bon-bon pèrdri pou moin ? ». Lo zaimo la di : « Sé mon mètr, lo marki d'Karaba, la anvoye sa pou ou ! ». Lo ségnèr té étoné, pars dann tan-la, pèrdri l'avé poin in kantité é oila ké toudinkou li gingn plizyèr an mèm tan.

Ronar la di avèk lo ségnèr : « Mon mète néna tout in lélvaz pèrdri dann son bann bitasyon. ».L'èrla lo ségnèr lété kontan é li la done in rékonpans Ronar pou li done son mètr : ankòr in foi plizyèr pyès lor. Ankòr in foi li la domann Ronar kosa li vé pou li mèm. Li la réponn : « Mi yèmré k'i pinn mon kat pate an or, an vré l'or. »

Sinkyèm morso la fini mé lo zistoir la pankor fini-mèrkrodi sink aout m'a rakont azot sizyèm morso-la.

Justin